

**MOBILISATION DES INTELLIGENCES POUR LE FASO (M. I. Fa) :**  
**DECLARATION NUMERO 00 SUR LA SITUATION NATIONALE AU**  
**BURKINA FASO**

Depuis plusieurs années, particulièrement à partir de 2016, le terrorisme s'abat sur notre pays. Lentement mais inexorablement, les tentacules de cette guerre inédite ont engendré l'effondrement et la perte de parties entières de notre territoire, privant ainsi notre pays d'une grande partie de sa force vitale. L'armée n'est pas seule à être submergée, voire tétanisée. Mais, c'est elle que l'on indexe en premier lieu puisque c'est elle qui est investie de la mission sacrée d'assurer notre défense collective et de protéger tous les citoyens sans exception.

Le peuple burkinabè a, comme les autres peuples, l'espoir d'un avenir meilleur. Les nouvelles générations ne sont ni moins ambitieuses ni moins capables que celles qui les ont précédées. Seul un peuple honnête avec lui-même, débarrassé des maux de la division ethniciste, régionaliste, religieuse, corporatiste etc. peut se hisser au rang de l'Etat-Nation libre, indépendant, militairement robuste et prospère.

De toute évidence, les jeunes officiers qui nous gouvernent aujourd'hui (et dont la plupart sont des hommes du système Blaise Compaoré) ont perpétré le coup d'État du 24 janvier 2022 dans le but de ramener au pouvoir ceux qui en avaient été chassés par le peuple en octobre 2014. Les dirigeants du MPSR sont vraisemblablement animés par la volonté de remettre en cause tous les acquis de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014. Pour ce faire, le MPSR semble compter sur la répression et la corruption en tentant de rétablir un climat de terreur. Mais, il se trompe lourdement de pays et d'époque !

Longtemps, le pouvoir et l'autorité sont restés le monopole de clan (s) de notre armée. Face à une telle situation alarmante pour le devenir de notre patrie, tous les vrais démocrates et patriotes sincères doivent s'unir et s'opposer avec fermeté et imposer un ordre politique fondé entre autres sur la justice, le patriotisme et l'intégrité véritables sources de paix dans notre pays.

Les patriotes sincères doivent réussir une double opération au niveau de la gouvernance étatique : une opération de rupture avec les mauvaises pratiques et celle

d'instituer et/ou inventer de nouvelles pratiques vertueuses de gouvernance, puissantes vectrices d'une Nation forte et ambitieuse. Il nous faut réussir une rupture radicale avec la politique politicienne, avec le vol et la corruption devenus standards d'Etat, et surtout une réelle réhabilitation des valeurs qui ont valu à notre pays le surnom de « Pays des hommes intègres ».

Il nous faut enfin à nouveau ressouder les Burkinabè, en particulier les honnêtes citoyens (ils sont de loin les plus nombreux, mais soit leur parole est confisquée, soit elle est peu audible) pour bâtir un Etat-Nation de type nouveau où la vertu et la justice redeviennent des normes courantes et sacrées. Cela passe d'abord par une reddition des comptes exhaustive de tous ceux qui ont géré ou gèrent les deniers publics, le jugement effectif de toutes les personnes présumées auteurs de mauvaises gestions, de crimes économiques et de crimes de sang.

D'ailleurs, Blaise Compaoré ne disait-il pas lui-même, à la Haye en 2011, que : *« La justice et la paix ne peuvent être envisagées indépendamment l'une de l'autre. Si la brèche de l'impunité n'est pas fermée, il ne peut y avoir de vraie réconciliation. De même, la justice internationale pénale doit être un instrument de retour à la paix pouvant s'adapter aux diverses exigences » ?*

Mais, la réconciliation et la paix dont parlait l'ex-président ne sauraient consister à ouvrir imprudemment, comme lui-même l'a fait durant plusieurs décennies, les frontières de notre pays à des terroristes potentiels ou réels qui l'ont infiltré et s'y sont suffisamment installés pour le connaître aussi bien sinon mieux que les Burkinabè eux-mêmes ; et dont les attaques incessantes aujourd'hui depuis l'intérieur du territoire laissent croire à tort que ce sont les Burkinabè qui font la guerre aux Burkinabè : une sorte de guerre civile montée de toutes pièces pour justifier une réconciliation nationale amnésique !

Notre tâche étant de construire un nouvel Etat-Nation souverain et viable, cela ne peut se faire que par l'union sincère des Citoyens sur la base des valeurs démocratiques et républicaines que sont la justice, la probité, l'égalité, la solidarité, la paix et la cohésion sociale.

Et pour y parvenir, l'exemple doit venir d'en haut, de ceux qui nous gouvernent. Or, c'est tout le contraire ! **En témoigne l'acte de PARJURE et de HAUTE**

**TRAHISON que vient de poser le chef de l'Etat DAMIBA en laissant Blaise COMPAORE fouler le sol burkinabè en toute impunité !**

Devant ces actes criminels et attentatoires à la survie même de notre peuple, nous, Collectif d'Intelligences, appelons à une mobilisation verticale et horizontale des patriotes des villages, communes, provinces et régions du Burkina Faso pour barrer la route au projet de restauration de l'ordre ancien entrepris par les acteurs du MPSR, qui, par la violence et/ou la ruse, la tromperie, cherchent à remettre en cause les acquis démocratiques (de plus de 30 ans de lutte citoyenne républicaine) en ramenant au pouvoir leurs mentors chassés et qui ne veulent ni reconnaître leurs crimes, ni purger leur peine, après leur condamnation par la justice.

Il est du devoir de tout Burkinabè patriote sincère de contribuer à mettre un terme à la descente aux enfers en inversant les tendances actuelles et en remplaçant les acteurs dans le jeu de rôle correspondant à leur vocation. Nous en appelons à la mise en place effective d'un Cadre National Patriotique avec des acteurs crédibles pour une résistance plus massive et plus compacte incluant tou-te-s et chacun(e) à la hauteur des capacités individuelles et collectives.

L'Armée doit abandonner les lambris du pouvoir politique et investir résolument et en rangs serrés le théâtre des opérations. Sa réorganisation complète en vue d'une plus grande efficacité et efficience incombe dorénavant à un véritable pouvoir civil crédible légitimement investi et chargé de définir l'ensemble des nouvelles orientations conduisant à la victoire. Par ailleurs, le retour à un pouvoir civil légitime doit proscrire absolument une gouvernance délictueuse caractérisée par le clientélisme, la corruption, l'incompétence et l'affiliation aux puissances d'argent : autant de mauvaises pratiques qui continuent de nous enfermer dans les impasses politiques.

Nous appelons le Peuple burkinabè à assumer pleinement sa souveraineté aussi bien sur son territoire en réinventant une guerre intelligente et totale contre le terrorisme d'une part et d'autre part en se réappropriant les leviers stratégiques de la conduite d'un Etat en phase quasi comateuse.

Pour une refondation positive et qualitative de notre pays, nous proposons solennellement au peuple burkinabè :

- 1.** La démission de Sandaogo Paul Henri DAMIBA, et la dissolution du MPSR qui ont largement montré leurs incapacité et incompetence à sauver le Burkina Faso en jugulant la crise sécuritaire, mais aussi à cause de leur projet funeste et anti-patriotique de restauration de l'ordre ancien, matérialisé par le complot avorté du retour scandaleux de Blaise COMPAORE, préalablement soustrait à la justice : ce qui constitue à la fois un acte de Parjure et de Haute Trahison ;
  
- 2.** La convocation d'Assises Nationales Souveraines pour proposer une orientation et une nouvelle intelligence politiques appropriées en vue d'une Transition authentique qui posera les fondements de la renaissance de notre Etat-Nation et d'une démocratie véritable loin de l'improvisation et du perpétuel recommencement.

Nan Lara, An Sara

Pour la « **Mobilisation des Intelligences pour le Faso (M. I . Fa)** », ont signé :

1. Prof Etienne TRAORE (Enseignant-chercheur à la retraite de philosophie morale et politique à l'université Joseph KI ZERBO),
2. Pr Taladidia THIOMBIANO (Enseignant-chercheur à la retraite en Sciences économiques et de gestion, Université Thomas SANKARA)
3. Dr. Christine PARE (Conseillère Principale, Canada)
4. Kalifara SERE (Administrateur Civil à la retraite)
5. Dr Yoporeka SOMET (Enseignant-chercheur en Philosophie et Egyptologie, Dedan Kimathi University of Technology, Kenya)
6. Simon KABORE (Technicien Supérieur en Pharmacie)
7. Dr Nongainéba Benjamin ZOUMBA (Enseignant-Chercheur en Sciences économiques et de gestion à l'Université Thomas SANKARA)
8. Dr. Angèle BASSOLE (écrivaine et éditrice, Canada)
9. Djibril BARRY (Ingénieur socio-économique)
10. Dr Kakiswendépoulmdé Marcel Marie Anselme LALSAGA KAMMANL (Enseignant-chercheur d'Histoire politique et sociale, Université Nazi BONI)
11. Ollo Mathias KAMBOU (Assistant de Recherche et Doctorant en Sciences de la Population Université Joseph KI ZERBO)
12. Dr Kwesi Debrsèoyir Christophe DABIRE (Enseignant-chercheur en Philosophie, France)
13. Dr. François TIAHO (Maître de Conférences en Physiologie animale, Université de Rennes I, France)
14. Dr Koulsy LAMKO (Enseignant-chercheur en Littérature et Arts du Spectacle, Hankili So Africa, Mexique)
15. Dr. Dialo DIOP (Médecin-Biologiste à la retraite, Président d'honneur du RND, membre de la coalition « Yewwi askan wi », Sénégal)
16. Me Olivier BADOLO (Avocat, Canada et Burkina Faso)
17. Dramane GNESSI (Réalisateur, Artiste)
18. Dr.Téguewindé SAWADOGO (Ingénieur de Recherche et Développement, Canada)

19. Miphah LANKOUANDE (Sociologue, expert en appui au développement local)
20. Boubacar Boris DIOP (écrivain, Sénégal)
21. Prof. Babacar Buuba DIOP (Spécialiste d'Histoire ancienne à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar), Universitaire et Président de l'Association Panafricaine pour l'Alphabétisation et la Formation des Adultes.
22. Dr. Aménophis Issiaka TRAORÉ (Professeur de Physique à la Faculté des Sciences de l'Université des Sciences, des Techniques et des Technologies de Bamako, USTTB)
23. Pr Aziz Salmone FALL (politologue internationaliste, coordonnateur de la Campagne Internationale Justice pour Sankara. membre du GRILA, Membre du Forum du Tiers Monde, Président du CIRFA, enseignant à l'UQAM et à l'université McGill, Canada)
24. Abdoulaye Barro (économiste, consultant indépendant)